4) Le projet alter breton

Le PSU fait beaucoup de battage autour de ce projet. Il s'agit d'un projet énergétique pour l'an 2000 ne faisant appel ni au nucléaire, ni aux énergies fossiles (gaz, charbon, pétrole), n'utilisant que des sources d'énergie infiniment renouvelables : soleil, marée, houle, vent, biomasse. Dans ce projet, la Bretagne est autonome en production d'énergie, couvre tout ses besoins, en tenant compte d'une augmentation de 19 % par habitant (soit 9,52 MTEP contre 7,36 MTEP en 1975).

Ce projet présente un intérêt indéniable : il apporte la preuve que les sources renouvelables peuvent couvrir les besoins actuels en énergie et même largement au-delà. Il apporte un démenti catégorique à tous ceux qui veulent faire croire que le refus du nucléaire signifie le retour à la bougie.

Mais certains aspects de ce projet nous paraissent inacceptables. Pour nous, il n'est pas question de faire des pronostics sur les besoins en l'an 2000 et les moyens précis de les couvrir. Dans cette voie, le projet Alter Breton va très loin : par exemple, l'estimation des besoins pour les transports de personnes (2000 km par an et par citadin pour les transports urbains, 10 000 km par ménage en automobile, 3000 km par habitant en chemin de fer, 400 km par avion). De quoi faire rêver beaucoup de technocrates futuristes. De même pour les besoins alimentaires : *« Nous préconisons un régime un peu moins carné qu'actuellement »*. De même la production en énergie entre les différentes sources est soigneusement répartie : le PAB prévoit, par exemple, 50 unités houlométriques de 10 MW, faisant chacune 1 km de long ou encore 2000 grandes éoliennes (2 MW, 60 m de rayon) en précisant la localisation : 800 réparties sur 200 km2 le long des côtes du Léon, Trégor etc.

Ce projet fait référence à une société autogestionnaire et écologique (pas socialiste, en tout cas ce n'est pas dans le texte).

Eh bien, pour nous, autogestion, ça signifie que c'est aux travailleurs de décider eux-mêmes leurs besoins, les équipements, l'aménagement de leur territoire. Dans une telle perspective, un chiffrage aujourd'hui pour l'an 2000 nous paraît suspect, car ce chiffrage, n'est pas gratuit, ni seulement indicatif.

Autonomie oui, autarcie non

Un deuxième désaccord portee sur la tendance à l'autarcie que révèle ce projet. Un bon exemple en est l'utilisation des terres agricoles. Le projet prévoit de réserver un tiers des terres labourables à des cultures énergétiques. Ceci évidemment au détriment des productions alimentaires. Ceci nous paraît grave. Les besoins alimentaires de la planète sont loins d'être couverts et rien ne permet de dire qu'ils le seront en l'an 2000. La Bretagne a la chance de pouvoir produire des surplus alimentaires. D'autres régions du globe sont défavorisées de ce point de vue pour des raisons géographiques, mais peuvent être excédentaires en production d'énergie. Il faut envisager des échanges, non plus basés sur l'exploitation impérialiste du tiers monde, mais sur une répartition judicieuse et égalitaire des ressources naturelles de chaque contrée.

Pour nous, la Bretagne peut être déficitaire en énergie, ce n'est pas une calamité. A EDF, qui dit que la Bretagne consomme plus d'énergie qu'elle n'en produit, nous pouvons répondre d'abord que ce n'est pas vrai, et ensuite que l'Ile-de-France consomme plus de produits de la mer qu'elle n'en produit !.

Bien sûr, le transport d'énergie entraîne une dépense supplémentaire d'énergie, mais c'est valable pour le transport de n'importe quel produit.

Nous sommes pour l'autonomie socialiste de la Bretagne, mais nous sommes contre toute tendance à l'autarcie.

Nous sommes pour les énergies infiniment renouvelables, mais nous sommes contre la démarche du projet Alter Breton.

Un autre problème est l'utilisation que tente de faire le PSU de ce projet. C'est son droit en tant que parti politique de défendre ce projet, de le populariser. Mais le PSU cherche à le faire prendre en charge par le mouvement de masse contre le nucléaire, parfois de façon manœuvrière. Par exemple en le faisant passer dans un texte de tract unitaire à Quimper, contre l'avis de plusieurs organisations. Ou en scandant *« Une seule solution le projet Alter Breton »* dans des manifestations de masse.

La mobilisation se réalise autour de revendications immédiates qui font son unité : contre le programme électronucléaire, pour l'utilisation des énergies nouvelles. Vouloir aller au-delà, en faisant prendre en charge un programme politique particulier, c'est soit considérer le mouvement antinucléaire comme courroie de transmission pour le PSU, soit prendre le risque de le minoriser, de restreindre sa base de masse.

Nous disons donc clairement que ce projet Alter Breton doit rester à sa place : c'est le projet d'un parti politique avec lequel nous sommes prêts à débattre fraternellement sur la société future et les problèmes d'énergie.

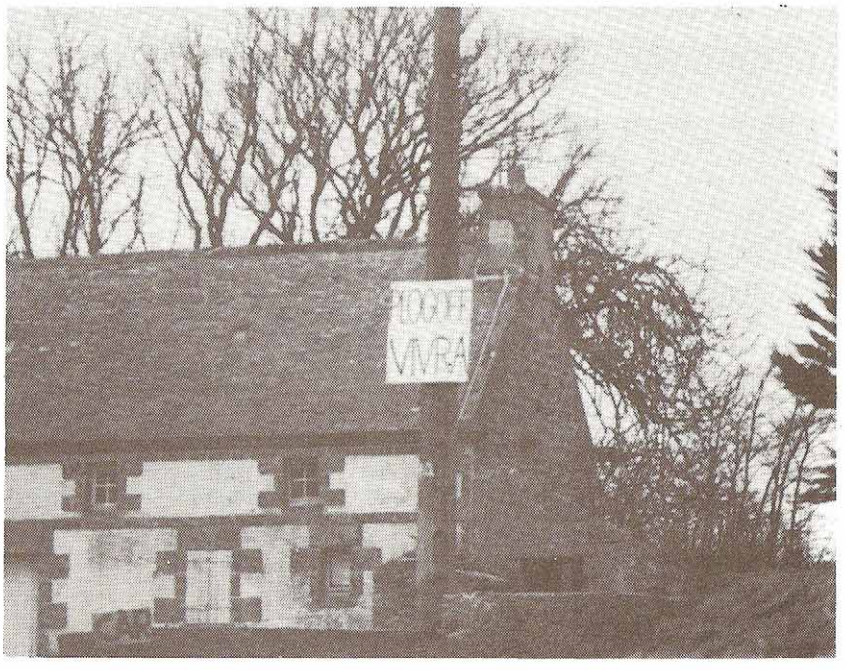

Photo B. Chapuy